

« Capitalisme, socialisme et démocratie »

Réponse à Thierry Pouch et invitation au débat

Jean-Paul Fitoussi

Président de l'OFCE

« Nous ne trouvons guère de gens de bon sens que ceux qui sont de notre avis » disait La Rochefoucaud. Si je comprends, à l'issue de la lecture de l'article de Pouch, qu'il ne me trouve guère de bon sens, je dois avouer, toute honte bue, que je n'ai compris ni quel était son argumentation, ni quel était son avis, c'est à dire son analyse des raisons de la « crise du système capitaliste ». Je n'ai pas trouvé dans son texte une seule argumentation destinée à réfuter mon analyse, mais, au-delà des erreurs grossières de compréhension de son propre raisonnement, des exclamations ou des qualifications exprimant sa surprise sans autre forme de procès. Sans compter l'utilisation inhabituelle de lieux communs qui ne sont pas de mise dans les débats entre chercheurs, du type « les économistes ne peuvent rien contre le chômage ». Pour faire bonne mesure, Pouch aurait pu ajouter que les « sociologues ne peuvent rien contre la souffrance sociale, et les philosophes rien contre les guerres ». C'est dommage, car j'apprécie la véritable critique ; je la considère même comme le moyen privilégié du progrès de la recherche. Ma conception du débat est de prendre au sérieux les arguments soulevés par mes pairs, en les lisant vraiment, et de les intégrer lorsqu'ils me paraissent pertinents. Car la recherche ne s'accommode jamais de certitudes.

Ma réponse au commentaire de Pouch pourrait donc s'arrêter là. Mais voilà, sa vision un peu manichéenne de la recherche, que le lecteur n'aura aucun mal à déceler au travers des nombreuses formules qui émaillent son texte, le conduit à énoncer des contre-vérités et à prononcer anathèmes et accusations, non seulement à mon encontre, mais à celui des économistes de l'OFCE et plus généralement de tous ceux qui cherchent sérieusement à étudier les problèmes de notre temps. C'est à ce genre de considérations qu'il consacre la partie la plus importante de son commentaire. Cela ne pouvait rester sans réponse, mais est à vrai dire secondaire. Ma principale motivation est autre. Je voudrais que le débat d'idées porte sur... les idées. Cela peut paraître évident, mais ne correspond pas de fait à la pratique du débat aujourd'hui. Car il est un procédé qui permet d'éviter toute discussion substantielle, celui qui consiste à cataloguer les auteurs. Si l'on vous taxe de marxiste, par exemple, on vous inscrit dans un cadre figé, fait

de propositions stéréotypées qu'on s'emploiera à combattre avec d'autres propositions que des décennies de débat ont aussi rendues stéréotypées. Or s'il se trouve que vous êtes marxiste et chercheur, vos écrits n'ont d'intérêt que par la nouveauté qu'il recèlent relativement à la pensée dominante du courant doctrinal dans lequel vous vous insérez. Autrement mieux vaut relire Marx.

Voilà pourquoi, prétextant d'une réponse au commentaire de Pouch — dont « l'argumentaire » clos sur lui-même est imperméable à toute discussion rigoureuse — mon article a essentiellement pour objet d'inviter, en cette période particulière de l'histoire, les chercheurs sérieux à débattre de deux questions qui me paraissent fondamentales :

— Comment interpréter le fait que les prédictions de Schumpeter et de Marx sur la fin du système capitaliste n'aient pas été (encore ?) validées par l'histoire ?

— Ne convient-il pas de réviser nos conceptions sur la notion même de « système économique » si nous voulons progresser dans notre compréhension des évolutions en cours et surtout de leurs possibles aboutissements ?

Le procureur et le chercheur

Cette première partie de ma réponse permettra d'illustrer, grâce au commentaire de Pouch, ce qu'il convient précisément d'éviter si l'on veut que les débats gardent une certaine hauteur. Le lecteur peu intéressé par les règles de l'échange intellectuel pourra s'en dispenser et passer immédiatement aux parties suivantes.

Un débat est en principe une confrontation d'idées, encore faut-il avoir des idées à confronter. C'est pourquoi différents procédés sont utilisés pour éviter le débat, tout en donnant l'impression qu'il a effectivement lieu. Celui choisi par Pouch est de pratique assez courante, bien qu'en l'espèce utilisé de façon peu subtile. La méthode en est simple. Elle se déploie en deux moments.

a) Il faut d'emblée cataloguer l'auteur : « *Armé d'une connaissance de l'histoire de l'analyse économique, le lecteur aura reconnu derrière les travaux de JPF... la figure emblématique de JM Keynes* ». Décréter que l'école de pensée auquel on a décidé que l'auteur appartenait ne figurait plus au catalogue de la pensée critique — « *la position de JM Keynes et...de ses continuateurs est particulièrement ambiguë...le développement du keynesianisme ne fut possible que parce que les préceptes de Keynes n'entraient pas en contradiction avec le fonctionnement du capitalisme* » — pour ensuite ne plus s'occuper ou presque de l'article de l'auteur afin de démontrer, avec force citations, que non seulement Keynes n'était pas marxiste, mais qu'à la différence de Weber et de Foucault, il ne se posait pas les questions que Marx avait formulées ! Outre qu'il n'est un secret pour personne que Keynes ne fut pas un auteur d'inspiration marxiste, ce type de raisonnement

est bien éloigné de la pensée critique dont pourtant Pouch se réclame. Il est trop commode de cataloguer un auteur, pour éviter de le lire, et de se référer ensuite à la vulgate du courant doctrinal auquel on souhaiterait qu'il appartienne pour plus facilement le critiquer.

Or mon article sur la croissance molle, comme mon livre sur le débat interdit auquel se réfère aussi Pouch trouvent leur inspiration... là où il y a matière à inspirer, c'est-à-dire chez les grands auteurs, quelle que soit leur inspiration doctrinale : keynésienne, néoclassique, monétariste, marxiste, structuraliste, etc.... Aucun d'entre eux ne se reconnaîtrait d'ailleurs dans cette classification. Leur pensée est trop riche pour se laisser capturer par une étiquette. A moins que Pouch n'ait une vision encore plus simpliste des choses que celle que je soupçonne et considère comme keynésien tout économiste qui pense que l'Etat a un rôle à jouer. En ce cas comment discriminer entre économistes, puisque c'est le cas de la très grande majorité, pour ne pas dire de la totalité des économistes sérieux ?

Ma recherche évolue dans des directions qui lui sont propres et, à la vérité, il est sans importance que mes travaux soient qualifiés de keynésiens, de marxistes, de néoclassiques ou de structuralistes. Par contre il importe beaucoup qu'ils soient confrontés à d'autres, pour en évaluer la pertinence, ou pour repérer les erreurs éventuelles qu'ils contiennent.

b) La seconde étape du procédé d'évitement des débats utilisé par Pouch est encore plus externe aux travaux de l'auteur : il s'agit de disqualifier a priori tout propos qu'il pourrait émettre, au prétexte de sa position institutionnelle. « *Son travail émane d'un lieu institutionnel (OFCE, mais également Institut d'études politiques de Paris où JP. Fitoussi enseigne) dans et par lequel il se définit et prend forme. Autrement dit, lorsque JP. Fitoussi tente de penser les rapports de l'économie et de l'Etat, il applique, reprend à son compte une pensée d'état qui produit, diffuse et même impose les idées de l'Etat, à travers l'enseignement de l'économie par exemple et stérilise ainsi toute tentative de subversion de la pensée économique.* » Rien que ça ! De fait, je suis un universitaire professant dans une institution libre, un établissement public d'enseignement supérieur, et réalisant mes recherches dans le cadre d'une institution de recherche libre, la Fondation nationale des sciences politiques. Faut-il faire taire les universitaires, au prétexte qu'ils sont fonctionnaires et par la même suspect de propager une « pensée d'Etat » ? Pouch prétend qu'il s'agit là de « sociologie de la connaissance ». Mais la sociologie de la connaissance est une discipline noble et n'a rien à voir avec le terrorisme intellectuel, qui consiste à jeter la suspicion sur des personnes pour ne point entendre ce qu'elles ont à dire. C'est une drôle de façon d'ouvrir le débat que de le fermer d'emblée en accusant l'autre d'être à la solde d'une institution, d'un groupe de pression ou d'intérêts particuliers. La phraséologie utilisée par Pouch fait inmanquablement penser aux moments les plus noirs du dogmatisme où anathème et exclusion tenaient lieu de débats d'idées.

Pouch va encore plus loin dans le confusionnisme « institutionnel » et la superficialité, lorsque d'une part il m'accuse de n'intervenir que bien tardivement dans le débat, et qu'il étend cette accusation à tous les économistes de l'OFCE qui en seraient d'autant plus coupables qu'ils sont « dotés de tout l'arsenal théorique et empirique qu'il convient d'avoir » pour anticiper les conséquences de la libéralisation des marchés financiers sur la crise et le chômage. Pouch est décidément incapable d'imaginer qu'il puisse exister des lieux de réflexion libres, tout à sa hantise de traquer les repères de la pensée d'Etat. Cette vision de l'OFCE comme institution totalitaire, où les économistes seraient chargés de la propagande de mes idées, moi-même ayant pour mission de faire entendre « *un point de vue différencié au sein même du champ bureaucratique* » — car « *c'est toujours lorsque le capitalisme entre dans une phase aiguë de la crise que l'Etat déclenche la réflexion critique sur les risques du tout marché* » — ne correspond ni à la pratique des chercheurs de l'OFCE, ni à la mienne. Mais l'accusation est grave, car elle consiste à jeter la suspicion sur l'honnêteté intellectuelle d'un ensemble de chercheurs, en affirmant que leurs travaux seraient à la fois manipulés et manipulateurs. Pour étayer cette grave accusation, Pouch affirme « *qu'un travail d'archives sur les publications de l'OFCE, même superficiel, est révélateur de l'absence d'une telle opération d'anticipation sur la période de 84-94*

». Je conseille vivement à Pouch d'être moins superficiel dans ses recherches. Si tel avait été le cas, il aurait trouvé de nombreux articles sur les thèmes considérés, ainsi que plusieurs ouvrages. Il aurait découvert en même temps, ce qui aurait dérangé sa construction imaginaire, que les économistes de l'OFCE ne partageaient pas en règle générale les mêmes opinions.

Voilà comment, la plupart du temps les débats avortent, car l'un des protagonistes substitue invective et suspicion illégitime à l'analyse raisonnées des idées. Interdire un débat, on le voit, n'est pas nécessairement empêcher qu'il ne se produise. On peut tout aussi bien faire en sorte qu'il ait lieu mais ne porte sur rien.

La violence et la force

La seconde partie de la critique de Pouch se veut plus substantielle, c'est peut-être la raison pour laquelle je ne l'ai point comprise. Je discerne pourtant que mon erreur fut de ne pas avoir utilisé le vocabulaire autorisé. J'analyse dans mon article les rapports de force qui caractérisent la situation actuelle et les raisons pour lesquelles ils s'exercent au détriment du travail. C'est bien mais insuffisant selon Pouch. Que n'ai-je parlé de violence ? Car c'est l'absence de ce mot qui me vaut les foudres de Pouch. Chacun sait évidemment qu'un déséquilibre des rapports de force conduit au calme et à la douceur dans les relations sociales, alors qu'au contraire la violence naît de l'équilibre des forces. J'aurais du utiliser les termes— « *violence inouïe, destructrice* » — qui, « *se trouvent étrangement absents de mon texte* ».

Ou Pouch me cherche une querelle sémantique bien peu intéressante, ou il n'a pas compris que « faire violence était agir sur quelqu'un en employant la force » (définition du petit Robert).

Je penche pour la seconde interprétation car il m'apparaît que l'incompréhension de Pouch de la section de mon article intitulée « l'efficacité dynamique du système capitaliste » est totale. Il déclare lui même d'ailleurs que « *la surprise du lecteur est intégrale lorsqu'il lit cette section* ». Je dois dire que la mienne ne l'est pas moins. Essayons de dénouer les fils de cette surprise réciproque.

Les écrits des grands auteurs, quelque exceptionnels qu'ils soient, ne doivent pas être considérés comme parole d'évangile. J'ai trop d'admiration pour Marx pour ne point prendre au sérieux les problèmes qu'il pose, et donc critiquer les réponses qu'il y apporte. C'est que les grands auteurs n'auraient probablement pas produits tout à fait les mêmes œuvres à un siècle de distance. Or j'écris dans mon article : « les théoriciens de l'économie se sont, au moins depuis Marx, intéressés au problème fondamental de l'efficacité dynamique du système capitaliste. Mais c'est essentiellement la possibilité d'une suraccumulation du capital dont ils ont prouvé l'existence ». Pour Marx, c'est cette suraccumulation qui est à l'origine de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Si Marx a raison de percevoir le système capitaliste comme un système dynamique essentiellement orienté vers l'accumulation du capital ; s'il a encore raison de faire du partage du revenu entre capitalistes et travailleurs, l'un des enjeux majeurs du système, il a tort de donner de cet enjeu une représentation uniquement statique. Car le problème est par nature intertemporel. La vision enchantée du capitalisme que me prête Pouch relève de son incompréhension de ce problème, et d'une bonne dose de mauvaise foi comme en témoigne la citation tronquée qu'il fait de mon article.

Supposons que les salariés reçoivent une proportion c de la production¹. Perdent-ils pour autant la fraction $1 - c$ qui échoit aux capitalistes ? Uniquement au sens statique de la période courante. « Si, en effet, la part des revenus qui revient aux capitalistes est investie, les travailleurs en bénéficieront ultérieurement, car l'accroissement du stock de capital permettra d'augmenter la production et la consommation des salariés. A la limite lorsque les capitalistes se contentent d'investir la part de la production qui n'est pas consommée par les travailleurs, **la production totale finit par échoir aux travailleurs, puisqu'eux seuls bénéficient de son augmentation, alors que les capitalistes ne jouent le rôle que d'un intermédiaire qui investit pour le compte des salariés.** Cette hypothèse extrême montre bien la nature du problème : les capitalistes consomment et ce qu'ils consomment échappe aux salariés ». En gras figure la partie du texte cité par Pouch, comme reflétant ma vision enchantée du capitalisme. On voit bien ce qu'il veut accomplir : me faire passer pour un défenseur zélé du capitalisme, alors que mon propos était de décrire de façon intertemporelle le pro-

1. Lancaster Kelvin, 1973 : « The Dynamic Inefficiency of capitalism », *Journal of Political Economy*, 81 (5), septembre-octobre.

blème que Marx avait évoqué de façon statique. Mais on voit bien où mon raisonnement conduit. Si les capitalistes consomment une part trop importante de la production qui leur revient, ou si l'on préfère de la plus-value, il existe un risque de sous investissement et donc d'une sous accumulation. C'est le risque inverse que celui que Marx et les théoriciens néoclassiques soulignaient. Mais il n'en a pas moins des conséquences impitoyables pour les salariés (chômage, baisse des salaires, précarisation du travail). Or le niveau anormalement élevé du taux d'intérêt relativement au taux de croissance, comme mon article le montre abondamment, en attisant la préférence pour le présent, n'est certes pas favorable à l'investissement. Est-ce un hasard si le secteur des entreprises qui devrait être structurellement débiteur est devenu depuis quelques années créanciers net des autres agents ? Je parle dans mon article de la période qui commence au début des années quatre-vingt et qui est caractérisée par des taux d'intérêt réels anormalement élevés. Il est difficile, quelle que soit la thèse à laquelle on se réfère, de soutenir qu'une telle période fut favorable à l'accumulation du capital ou, à fortiori, propice à une suraccumulation. Je ne me prononce pas sur ce qu'il en fut à la période précédente.

Ce qu'il y a de curieux dans la critique de Pouch, c'est qu'elle est sur ce point contradictoire, sans qu'apparemment il ne s'en aperçoive. Il appelle à la rescousse les travaux d'Alain Barrère sur le coût de désinvestissement ; il interprète lui-même la hausse du taux d'intérêt « *comme un moyen de liquider les secteurs économiques les moins performants dans une optique de restructuration de l'oligopole mondial* ». Mais ne réalise-t-il pas que le désinvestissement, la liquidation de secteurs économiques, est exactement le contraire de l'accumulation ? La décumulation du capital ne témoigne certes pas en faveur de la thèse de la sur-accumulation ! Mais apparemment, ce n'est pas le fond qui importe pour Pouch mais la péroration. Au delà de ses propres contradictions, cette partie de son article lui permet de contraster ma « *vision enchantée du capitalisme* » — dont on a vu qu'elle découlait d'une citation hors de son contexte — à la vision lucide de Marx selon laquelle « le malheur de la société est le but ultime de l'économie politique » !

L'esprit de système

La troisième partie de la critique de Pouch est encore plus déroutante. L'extrême généralité du propos, l'abondance des citations de grands auteurs, l'absence de raisonnement, les affirmations péremptories se conjuguent pour en rendre la lecture extrêmement confuse. Il en ressort une impression de malaise, tant la conception de Pouch sur les relations entre l'économie et le social apparaît naïve. Ce que mon article montre c'est qu'il est vain de vouloir dissocier les deux, que tout discours sur l'économie est en fait un projet de société. Pouch a mal lu mon article puisqu'il écrit que je crois au progrès de la société par l'économie. Il aurait mieux fait de relire ses classiques. L'avènement

de l'homme communiste chez Marx, n'est-il pas rendu possible par l'abondance, c'est à dire le progrès économique ? Faisant contresens sur ma contribution, il la décrit comme un effort désespéré pour sauver le capitalisme « *par expropriation de ses effets pervers* ». Penser que la croissance économique pourrait être plus forte suffit selon Pouch pour être classé dans les rangs des défenseurs zélés du capitalisme. Je me ferais « *économiste humanitaire appliquant un pansement sur une jambe de bois* ». Je devrais au contraire « *endosser l'habit du commissaire de police, ensuite celui du juge pour rechercher, puis juger, les coupables et les mettre hors d'Etat de nuire* ». Outre qu'il s'agit d'une drôle de conception du travail intellectuel, c'est de fait lui qui a endossé les habits du procureur.

Sur le fond, Pouch pense que le capitalisme est un système transitoire qui ne peut que s'effondrer, parce que son but ultime est d'accroître la misère des hommes. La preuve nous assène Pouch c'est que Marx et Schumpeter l'avaient dit ! C'est le seul message intelligible de son article. Pourquoi Pouch ne parle-t-il pas de Hayek qui avait formé la même prédiction ? Et, surtout, pourquoi ne s'interroge-t-il pas sur les raisons pour lesquelles ces prédictions furent, à tout le moins jusqu'à présent, démenties ? On aurait aimé l'entendre sur ce point pour comprendre la logique de son analyse, et pour éventuellement en débattre. Car hélas pour Marx, Schumpeter et Hayek, notre époque pourrait superficiellement être décrite comme celle du capitalisme triomphant et de la fin du socialisme, alors qu'ils avaient annoncé le contraire.

Peut-être est-il utile de rappeler au lecteur que Marx et Schumpeter prédisaient l'effondrement du capitalisme pour des raisons exactement opposées. Pour Schumpeter, c'est le progrès matériel, rançon même du succès de l'économie de marché, qui conduira à la ruine du capitalisme : « *les enfants gâtés de l'abondance se détourneront de leurs parents et refuseront leur héritage. Leur haine de soi les conduira à l'ennui et à l'anémie* ». Le destin de l'économie mixte, le capitalisme sous tente à oxygène, selon l'expression de Schumpeter, est dès lors d'évoluer vers le socialisme. Pour Marx, au contraire, c'est la suraccumulation du capital, immanente au capitalisme, qui implique de façon inéluctable l'effondrement du système. Comme l'a fort bien résumé Samuelson « *le malade est le capitalisme...et, selon Schumpeter, le malade meurt d'une affection psychosomatique. Ce n'est pas d'un cancer dont souffre le patient, mais d'une névrose* ». Autrement dit, ce ne sont pas « *les misères quotidiennes dans lesquelles sont insérées, parfois sans retour, les individus* », qui conduisent à l'effondrement du système, mais au contraire le fait d'une trop grande abondance. La thèse de Schumpeter n'a ainsi rien à voir avec l'argumentation de Pouch. Si j'ai cru bon de la rappeler, c'est pour illustrer la méthode utilisée par Pouch : une profusion de citations hors de leur contexte et la plupart du temps hors de propos et en contresens, pour masquer derrière des arguments d'autorité, le vide de sa propre argumentation.

Mais pour une fois la question est de grande importance. L'histoire n'a pas validé les prédictions de Marx, ni celles de Schumpeter sur l'avenir du système capitaliste. Par contre le système soviétique s'est

effondré. Aucun chercheur en science sociale ne peut continuer de raisonner comme si rien ne s'était passé, sauf à faire preuve d'esprit de système. Il est urgent de réfléchir sérieusement aux raisons qui ont conduit à cet état du monde et ne point se complaire dans des propos incantatoire dans l'attente d'une échéance incertaine, celle de la fin du système capitaliste. Je m'y essaye très modestement, même si ma réflexion sur le sujet reste encore embryonnaire.

Ce qui a disparu à l'Est, c'est une forme particulière du communisme, davantage un régime totalitaire qu'une idéologie. La confusion entre l'un et l'autre était soigneusement entretenue car elle offrait à une dictature l'alibi d'une idéologie généreuse. Il serait pourtant illusoire de croire que le communisme ait disparu en tant qu'idéologie. Si d'ailleurs, tel était le cas, il faudrait inventer d'autres utopies. Il serait dangereux, en effet, que le capitalisme en tant que système théorique ne soit plus confronté qu'à lui-même. C'est donc sur la notion de système politique, social et économique qu'il convient de réfléchir. L'erreur est de considérer — et sur ce point les marxistes et les libéraux ne se distinguent pas — que tout procède de l'économique, le reste étant « superstructure ».

La notion même de système économique procède de cette erreur ou à tout le moins est des plus ambiguës. Car elle paraît véhiculer l'idée de l'autonomie de l'économique par rapport au politique, comme si l'un pouvait prendre sens sans l'autre, comme si l'économique pouvait suivre son cours sans règles du jeu. Or la question de savoir qui détermine les règles du jeu est fondamentale. Mais il est plus complexe d'y répondre qu'il y paraît. La réponse la plus intuitivement évidente est le politique, c'est à dire, dans les systèmes socialistes, la dictature du prolétariat, dans les systèmes capitalistes tels que nous les connaissons, la démocratie. Mais elle n'est que partielle. Le déroulement normal du jeu implique, en effet, que soit respecté le principe de l'indépendance de la règle par rapport aux joueurs. Celui qui édicte la règle ne doit pas participer au jeu, ni en bénéficier. Le principe d'organisation qui détermine la façon dont les règles du jeu sont établies est le principe politique. Alors que la règle du jeu définit structurellement le principe de l'organisation économique. Ces principes, parce qu'ils ne peuvent être modifiés à tout propos, vont acquérir une certaine autonomie l'un par rapport à l'autre et entrer en conflit l'un avec l'autre. Ils sont donc dans une relation dialectique, mais hiérarchisée, dans la mesure où le politique garde le pouvoir de modifier la règle.

Dans le système soviétique, le principe économique était celui de la planification centralisée et le principe politique celui de la dictature. C'est dire que de fait, le principe d'indépendance de la règle n'était pas respecté et la confusion qui en résultait aboutissait à l'essentialisation complète du politique. Sans contradiction avec lui-même, le système s'est révélé incapable d'adaptation. Il ne pouvait dès lors que s'effondrer, en apparence en tant que système économique, mais de fait en tant que régime politique. Parce que la règle et le jeu étaient entre les mains du politique, la dimension temporelle de ses décisions n'avaient que peu d'importance, et aucune relation dialectique ne pouvait

s'établir entre le jeu économique et le pouvoir politique. Tout pouvait s'inscrire dans l'instant d'une décision. Dans les économies dites capitalistes, la règle est en principe du ressort de la souveraineté populaire, mais une fois édictée, elle ne peut s'inscrire que dans le temps long de la démocratie. Le système est alors soumis en permanence à une tension entre deux principes d'organisation contradictoires : celui du marché (le suffrage censitaire) et celui de la démocratie (le suffrage universel).

Le capitalisme pourrait connaître les mêmes avatars que le système socialiste, — et c'est une éventualité que j'envisage sérieusement dans mon article — si d'aventure, tout à son triomphe, il en oubliait les exigences de la démocratie. Comment pareille éventualité pourrait-elle advenir ? Il peut exister des circonstances historiques où l'on perde de vue la notion que la souveraineté populaire puisse modifier ou infléchir les règles du jeu. Ces situations sont alors vécues comme celles de l'impuissance du politique. Mais de fait elles impliquent que le principe de l'indépendance de la règle du jeu par rapport au joueur n'est plus respecté. Un tel risque existe lorsque les rapports de force sur les marchés et donc dans la société sont trop déséquilibrés. La persistance de ces déséquilibres signifie alors qu'il existe des gagnants et des perdants structurels, en violation du principe de la démocratie qui ne saurait s'accommoder de l'existence de « privilèges ». Alors, la tentation pour les gagnants structurels de modifier à leur profit la règle du jeu pourrait devenir irrésistible. En fait ce mouvement a déjà commencé, et l'aggravation du chômage comme la précarisation du travail en est la résultante. Mais l'on perçoit que pris dans sa propre dynamique, il ne peut que tenter d'aller plus loin : la modification formelle des règles de la protection sociale et notamment du droit du travail. C'est cette dynamique qui me fait penser à la possibilité de l'effondrement du « système », pas nécessairement un effondrement du capitalisme mais de ce que j'appelle la démocratie de marché, car il peut de fait exister des dictatures de marché. Cela conduit à l'essentialisation du marché, comme en témoigne le vocabulaire même de notre époque : « la réaction des marchés », leur « tutelle » ou même leur « dictature ». Comment ne voit-on pas que ce vocabulaire renvoie maladroitement au processus de la privatisation de la règle, de son appropriation non pas par les marchés, mais par ceux qui y sont en position de force. Et comment ne perçoit-on pas que cette évolution vide le principe de la démocratie de sa substance ? Dès lors le système économique devient de plus en plus un « système », qui parce qu'il évolue vers sa forme dogmatique « pure », perd ce qui lui permettait de s'adapter, les contradictions permanentes avec lesquelles il devait composer. C'est donc quant un système ne se trouve plus confronté qu'à lui-même, à l'abri de toute contradiction, que le risque de son effondrement devient majeur.

Mon analyse est positive, elle décrit des évolutions, les forces qui les portent et leur possible aboutissement. Mais elle souligne ce que je considère comme un fait, que le dogmatisme ambiant et surtout celui de Pouch refuse de percevoir: tous les systèmes économiques sont impurs, parce qu'ils doivent composer entre le principe politique d'édition de la règle du jeu et le principe économique de son applica-

tion. Or un système impur est une contradiction terme à terme, car la notion même de système se réfère au principe théorique de son organisation, c'est à dire à une idéologie, à une construction pure. Les chercheurs ne devraient pas manier le concept comme s'il s'appliquait à une référence unique, pour s'en faire un ennemi imaginaire, facile à combattre. Davantage de sérieux est requis si l'on veut progresser dans la compréhension des organisations humaines. Compte tenu de ce que les hommes ont accompli au nom de l'idéologie des systèmes économiques, il me semble qu'aucune naïveté n'est plus autorisée dans le maniement des concepts.

Comment n'a-t-on pas vu que chaque fois que la règle faisait l'objet d'une appropriation, il ne pouvait en résulter que violence, qu'elle soit d'Etat ou privée ? Au décompte des horreurs, il est difficile de dire lequel des systèmes, au sens dogmatique du terme s'est le mieux illustré en ce siècle.

Le lecteur aura compris que mon propos n'est pas, comme voudrait le faire accroire Pouch, d'opposer keynesianisme et libéralisme, mais de réfléchir sur la notion de système, et sur les relations complexes entre démocratie et marché. Mais ce n'est pas le seul contresens qu'il trouvera dans le commentaire de Pouch.

En guise de conclusion

Il n'y a de pensée que dans la clarté, dans celle des idées, comme dans celle des convictions. Il faut que celles-ci soient fortes pour qu'un véritable débat intellectuel puisse avoir lieu. Afficher comme seul credo, son mépris pour la « pensée unique » — vocable péjoratif par excellence — constitue un alibi commode pour éviter le débat d'idées. Car cette pensée n'est pas responsable d'être unique. J'ai le plus grand respect intellectuel pour ceux qui professent *avec conviction* cette pensée. Je n'en ai guère pour ceux qui la propagent pour la seule raison qu'elle est dominante, ni pour ceux qui la diabolisent parce que cela est de mode aujourd'hui, sans proposer de doctrine alternative. Je ne voudrais surtout pas que l'on soit conduit à troquer une nouvelle pensée unique contre l'ancienne.

C'est la démission des autres écoles de pensée qui a fait que ce que l'on désigne par pensée unique occupe tout l'espace. Ces autres écoles n'ont pas su développer des paradigmes alternatifs d'explication de la réalité, ni proposer d'autres politiques qui ne soient pas seulement l'image inversée de celles en vigueur. C'est entre l'affirmation (d'une théorie) et la négation que se situe la recherche, l'invention de modèles nouveaux. Proposer le contraire de ce qui est fait c'est rester prisonnier des termes du problème tels qu'ils ont été définis par d'autres, précisément ceux qui nous paraissent avoir tort.

Respecter le débat d'idées, c'est prendre au sérieux les arguments des autres, les critiquer fondamentalement, c'est à dire au nom d'une vision différente du monde que l'on a construit préalablement. Il ne me semble pas que le commentaire de Pouch sur mes travaux soit emprunt de ces exigences. Le progrès de la connaissance implique une critique sérieuse et exigeante des idées. Cela est d'autant plus nécessaire que les enjeux sont aujourd'hui considérables, tant parait grande la souffrance sociale et profonde la panne des idées. Nous ne pouvons plus faire l'économie, à une époque où ne semble subsister qu'un seul « système économique », d'une révision de nos conceptions binaires, et d'une recherche fondamentale sur l'articulation entre le politique, le social et l'économique. Je m'y essaie mais je n'ai trouvé dans les propos de Pouch aucun élément qui m'incite à réviser mes conceptions. Je le regrette sincèrement, car au moment où s'ouvre un domaine nouveau de la recherche, les territoires explorés sont pour l'essentiel inconnus, et seules de véritables discussions sont susceptibles de réduire l'étendue de notre ignorance.